

**Art. 2.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het ondertekend wordt.

**Art. 3.** De Minister tot wiens bevoegdheid het Urgentieprogramma behoort, wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 15 mei 2003.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

J.-M. NOLLET,

Minister van Kinderwelzijn, belast met het Urgentieprogramma voor de schoolgebouwen van het Basis- en Secundair onderwijs dat wordt ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2003 — 3500

[2003/29485]

**17 JUILLET 2003. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française relatif à la gestion financière et à l'organisation administrative de l'Ecole d'Administration publique de la Communauté française comme service de la Communauté française à gestion séparée**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu les lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991, notamment l'article 140;

Vu le décret du 27 février 2003 instituant l'Ecole d'Administration publique de la Communauté française en service de la Communauté française à gestion séparée et portant diverses mesures modificatives en vue de l'instauration d'un régime de mandats pour les Fonctionnaires généraux dans les Services du Gouvernement de la Communauté française, certains organismes d'intérêt public qui en dépendent et dans les Universités organisées par la Communauté française, notamment l'article 1<sup>er</sup>;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 25 octobre 2002 créant une Ecole d'Administration publique en Communauté française;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 18 décembre 2002;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 19 décembre 2002;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 19 décembre 2002;

Vu le protocole n° 278 du Comité de Secteur XVII conclu le 29 janvier 2003;

Vu l'avis du Conseil de direction du Ministère de la Communauté française, donné le 24 février 2003;

Vu l'avis du Conseil de direction de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, donné le 28 février 2003;

Vu l'avis du Conseil de direction du Commissariat général aux Relations internationales, donné le 20 mars 2003;

Vu la délibération du Gouvernement du 19 décembre 2002 sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis n° 35.558/2 du Conseil d'Etat donné le 25 juin 2003 en application de l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur proposition du Ministre de la Fonction publique;

Vu la délibération du Gouvernement du 17 juillet 2003,

Arrête :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Dispositions générales*

**Article 1<sup>er</sup>.** Par « Ecole » au sens du présent arrêté, il y a lieu d'entendre l'Ecole d'Administration publique de la Communauté française visée à l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 25 octobre 2002 créant une Ecole d'Administration publique en Communauté française.

**Art. 2.** Les ressources de l'Ecole sont constituées par :

1° Les crédits annuels inscrits au budget général des dépenses;

2° Les soldes reportés de l'année budgétaire en cours;

3° Les droits qui naissent au cours de l'année budgétaire concernée;

4° Les recettes liées à son action dans le cadre d'éventuelles conventions de service;

5° Les moyens mis à sa disposition dans le cadre de conventions conclues avec d'autres autorités publiques;

6° Les dons et legs faits en sa faveur.

**Art. 3.** Les dispositions relatives à la comptabilité de l'Etat s'appliquent à l'Ecole sauf dispositions contraires du présent arrêté.

**Art. 4.** Les dépenses relatives aux membres du personnel, au fonctionnement et au patrimoine de l'Ecole sont à charge du budget de celle-ci.

CHAPITRE II. — *Budget*

**Art. 5.** L'Ecole établit un budget annuel contenant toutes les dépenses et toutes les recettes conformément aux instructions du Ministre de la Fonction publique.

L'année budgétaire débute au 1<sup>er</sup> janvier et se termine au 31 décembre.

**Art. 6.** Les dépenses portent sur les ressources visées à l'article 2 du présent arrêté.

**Art. 7.** Le projet de budget de l'Ecole est envoyé chaque année par le Ministre de la Fonction publique au Ministre du Budget avant le 1<sup>er</sup> juin précédant l'année budgétaire et est joint au budget général de la Communauté française.

L'approbation du budget de l'Ecole est acquise par la promulgation du décret contenant le budget général des dépenses.

CHAPITRE III. — *Comptabilité et reddition des comptes*

**Art. 8.** Un état des recettes et un état des dépenses sont dressés à la fin de chaque semestre ou, à tout moment, à la demande du Ministre de la Fonction publique.

Ces états sont soumis par le Ministre de la Fonction publique au Ministre du Budget et transmis à la Cour des Comptes.

Les pièces justificatives sont conservées au siège administratif de l'Ecole.

**Art. 9.** A la fin de chaque année budgétaire, il est dressé un compte de gestion, ainsi qu'un compte d'exécution du budget et un état de l'actif et du passif. Au plus tard le 31 mars de l'année à laquelle ils se rapportent, ces comptes sont transmis par le Ministre de la Fonction publique au Ministre du Budget, qui les soumettra à la Cour des Comptes avant le 30 avril de la même année.

**Art. 10.** Lors de la cessation de ses fonctions, le comptable dresse un compte de fin de gestion.

CHAPITRE IV. — *Gestion financière*

**Art. 11.** Le Fonctionnaire dirigeant de l'Ecole est l'ordonnateur délégué. Il peut désigner un ordonnateur subdélégué. Dans l'exercice de leur fonction, ils respectent les règles relatives à l'engagement des dépenses des services généraux de l'Etat et tiennent, à cette fin, une comptabilité des dépenses engagées.

**Art. 12.** Les moyens encore disponibles de l'année précédente peuvent être utilisés au début de la nouvelle année budgétaire.

**Art. 13.** Le comptable, justiciable de la Cour des Comptes, est chargé :

1. de percevoir les droits constatés;
2. d'exécuter les paiements;
3. de gérer et de conserver les fonds et les valeurs;
4. d'établir et de conserver les documents visés aux articles 8 et 9;
5. de tenir une comptabilité du patrimoine;
6. d'établir un inventaire périodique du patrimoine;
7. d'établir le projet de compte de gestion, le projet de compte d'exécution du budget, le projet de compte des variations du patrimoine, le projet du compte de résultats et le projet d'état des actifs et des passifs.

Le comptable est nommé par le Ministre de la Fonction publique.

CHAPITRE V. — *Contrôle*

**Art. 14.** L'Ecole est soumise au pouvoir de contrôle du Ministre de la Fonction publique pour ce qui concerne la tenue des écritures enregistrant les opérations comptables et l'engagement des dépenses.

**Art. 15.** La Cour des Comptes peut contrôler sur place la comptabilité et peut, à tout moment, se faire remettre tous documents justificatifs, états, renseignements ou explications relatifs aux recettes et aux dépenses, ainsi qu'aux actifs et passifs.

**Art. 16.** Les dépenses sont liquidées et payées sans intervention de la Cour des Comptes.

CHAPITRE VI. — *Organisation administrative*

**Art. 17.** L'Ecole est dirigée par un Fonctionnaire dirigeant qui est nommé par le Gouvernement, après concertation avec le Gouvernement wallon.

Pour être nommé Fonctionnaire dirigeant, le candidat devra être un agent francophone nommé à titre définitif au sein d'une administration relevant du pouvoir fédéral, de la Communauté française, de la Région wallonne ou de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le candidat devra jouir d'une expérience professionnelle d'au moins 15 ans et être titulaire d'un diplôme donnant accès à un emploi de niveau 1 dans les services du Gouvernement de la Communauté française.

**Art. 18.** Le cadre organique de l'Ecole est fixé au sein de la Direction générale du Personnel et de la Fonction publique du Ministère de la Communauté française comme suit :

	Catégorie	Groupe de qualification	Nombre
Directeur général adjoint	fonctionnaire général	1	1
Directeur	Administratif	1	1
Attaché ou attaché principal	Administratif	1	5
Gradué ou gradué principal	Administratif	2	1
Gradué ou gradué principal	Administratif	1	3
Assistant ou assistant principal	Administratif	1	3
Adjoint ou adjoint principal	Administratif	1	2

**Art. 19.** Le gradué ou gradué principal du groupe de qualification 2 visé à l'article 18 aura la fonction de comptable de l'Ecole au sens de l'article 13 du présent arrêté.

#### CHAPITRE VII. — *Conseil de la Formation*

**Art. 20.** Il est créé, au sein de l'Ecole, un Conseil de la Formation, ci-après dénommé « Conseil » dont la composition est fixée comme suit :

1. le Fonctionnaire dirigeant de l'Ecole;
2. l'agent de rang 12 de l'Ecole;
3. le Secrétaire général du Ministère, ainsi que chacun de ses Administrateurs généraux et chaque Fonctionnaire dirigeant des organismes d'intérêt public relevant du Comité de Secteur XVII;
4. deux membres désignés par chacune des organisations syndicales représentatives auprès du Comité de Secteur XVII, parmi les membres du personnel du Ministère de la Communauté française ou des organismes d'intérêt public relevant du Comité de Secteur XVII;
5. cinq experts spécialisés en formation du personnel désignés par le Gouvernement sur proposition du Ministre de la Fonction publique.

Par expert spécialisé en formation du personnel, il faut entendre toute personne qui en vertu de ses titres ou de son expérience a autorité soit dans la formation du personnel, soit dans l'enseignement universitaire ou dans l'enseignement supérieur de type long ou de type court dans l'une des matières suivantes : sciences administratives, droit, sciences humaines, management, gestion des ressources humaines.

Le conseil désigne en son sein un Président, un vice-Président et un Secrétaire.

**Art. 21.** Le Conseil se réunit au moins une fois par an. Il est convoqué par le Président qui en fixe l'ordre du jour.

Le conseil remet son avis sur les plans bisannuels de formation et les rapports d'activité de l'Ecole visés respectivement aux articles 22 et 24.

A la demande du Gouvernement, d'un membre du Conseil, du Secrétaire général du Ministère de la Communauté française ou du Fonctionnaire dirigeant d'un organisme d'intérêt public relevant du Comité de Secteur XVII, il émet un avis sur toute question relative à la formation telle que définie par le présent arrêté.

#### CHAPITRE VIII. — *Organisation de la formation*

**Art. 22.** § 1<sup>er</sup>. L'Ecole est chargée d'élaborer un plan bisannuel de formation. Ce plan doit, d'une part, être inscrit dans les moyens budgétaires de l'Ecole, tels que visés à l'article 2 du présent arrêté et, d'autre part, tenir compte des besoins exprimés ou prévisibles, notamment, quant à ces derniers, par une mise en réserve d'une quote-part des moyens en vue de répondre à des demandes de formations spécifiques pouvant survenir en cours d'exécution du plan.

Le plan doit comporter, pour chaque formation proposée, un descriptif des objectifs visés.

Au plus tard pour le 1<sup>er</sup> décembre de l'année précédant l'entrée en vigueur du plan, le projet de plan est, après avis du Conseil visé à l'article 20 du présent arrêté, soumis au Gouvernement pour approbation qui peut demander à l'Ecole de l'amender.

§ 2. L'Ecole assure la publicité du plan au sein de chaque entité administrative.

**Art. 23.** Afin d'informer les membres du personnel sur les formations organisées par l'Ecole et de relayer les besoins des membres du personnel en matière de formation, chaque Administrateur général du Ministère, ainsi que son Secrétaire général et chaque Fonctionnaire dirigeant des organismes d'intérêt public relevant du Comité de Secteur XVII désignent un représentant parmi les agents de niveau 1 de l'entité administrative qu'ils dirigent.

**Art. 24.** § 1<sup>er</sup>. Chaque année, au 1<sup>er</sup> décembre, est remis au Ministre de la Fonction publique, accompagné de l'avis du Conseil, un rapport sur les activités de l'Ecole au cours de l'année écoulée. Ce rapport est transmis au Gouvernement par le Ministre de la Fonction publique.

Lorsqu'il s'agit d'une année d'élaboration du plan visé à l'article 22 du présent arrêté, le dépôt du rapport doit se faire en même temps que la présentation du projet de plan.

§ 2. Le rapport doit comporter un relevé détaillé des données chiffrées sur la fréquentation des différentes formations ainsi que l'inventaire des dispositions à prendre en vue d'améliorer les formations dispensées par l'Ecole.

**Art. 25.** Le Ministre de la Fonction publique peut, éventuellement suite au rapport visé à l'article 24 du présent arrêté, demander à l'Ecole de modifier son plan de formation un an après sa mise en œuvre.

**Art. 26.** Chaque entité administrative informe l'Ecole de ses besoins en formations spécifiques, visées à l'article 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 3, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 25 octobre 2002 créant une Ecole d'Administration publique en Communauté française.

Le programme et la mise en œuvre des formations spécifiques sont établis par l'Ecole en collaboration avec les entités visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

**Art. 27.** Le Gouvernement définit le contenu pédagogique de la formation en vue de l'obtention du brevet de management, tel que défini à l'article 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 5, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 25 octobre 2002 créant une Ecole d'Administration publique en Communauté française.

Afin d'organiser cette formation, l'Ecole soumet à l'approbation du Gouvernement une proposition de mise en réseau des formations organisées au sein des universités et hautes écoles de la Communauté française. Cette proposition intègre un budget prévisionnel et indique dans quelle mesure, compte tenu du plan bisannuel de formation en cours, cette charge peut s'inscrire dans les moyens budgétaires de l'Ecole tels que visés à l'article 2 du présent arrêté.

**Art. 28.** Le Fonctionnaire dirigeant de l'Ecole assure la coordination entre les différents modules de formation proposés par les institutions visées à l'article 27, alinéa 2, du présent arrêté.

#### CHAPITRE IX. — Dispositions abrogatoires et finales

**Art. 29.** L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 21 juin 1999 relatif à l'accueil et à la formation au Ministère de la Communauté française est abrogé.

**Art. 30.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 31.** Le Ministre de la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 17 juillet 2003.

Par le Gouvernement de la Communauté française,

Le Ministre de la Culture, de la Fonction publique, de la Jeunesse et des Sports,  
C. DUPONT

#### VERTALING

#### MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2003 — 3500

[2003/29485]

**17 JULI 2003. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende het financieel beheer en de administratieve organisatie van de « Ecole d'Administration publique » (School voor Overheidsbestuur) van de Franse Gemeenschap als dienst van de Franse Gemeenschap met afzonderlijk beheer**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991, inzonderheid op artikel 140;

Gelet op het decreet van 27 februari 2003 tot instelling van de « Ecole d'Administration publique » (School voor Overheidsbestuur) van de Franse Gemeenschap als dienst van de Franse Gemeenschap met afzonderlijk beheer en houdende diverse wijzigingen met het oog op de invoering van een mandatenregeling voor de ambtenaren-generaal in de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, sommige instellingen van openbaar nut die ervan afhangen en in de Universiteiten die worden ingericht door de Franse Gemeenschap, inzonderheid op artikel 1;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 25 oktober 2002 tot oprichting van een « Ecole d'Administration publique » (School voor Overheidsbestuur) in de Franse Gemeenschap;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 18 december 2002;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 19 december 2002;

Gelet op het akkoord van de Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 19 december 2002;

Gelet op het protocol nr. 278 van het Comité van sector XVII, gesloten op 29 januari 2003;

Gelet op het advies van de Directieraad van het Ministerie van de Franse Gemeenschap, gegeven op 24 februari 2003;

Gelet op het advies van de Directieraad van de « Office de la Naissance et de l'Enfance » (Dienst voor Geboorte en Kinderwelzijn), gegeven op 28 februari 2003;

Gelet op het advies van de Directieraad van het « Commissariat général aux relations internationales » (Commissariaat-generaal voor Internationale Betrekkingen), gegeven op 20 maart 2003;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van 19 december 2002 over de aanvraag om advies te geven door de Raad van State binnen een termijn van hoogstens één maand;

Gelet op het advies nr. 35.558/2 van de Raad van State, gegeven op 25 juni 2003 met toepassing van artikel 84, lid 1, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Ambtenarenzaken;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van 17 juli 2003,

Besluit :

#### HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

**Artikel 1.** Onder « School » in de zin van dit besluit, dient te worden verstaan de School voor Overheidsbestuur van de Franse Gemeenschap bedoeld in artikel 1 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 25 oktober 2002 tot oprichting van een « Ecole d'Administration publique » (School voor Overheidsbestuur) in de Franse Gemeenschap.

**Art. 2.** De inkomsten van de School bestaan uit :

- 1° de jaarlijkse kredieten uitgetrokken op de algemene uitgavenbegroting;
- 2° de overgedragen saldi van het lopende jaar;
- 3° de rechten die zullen ontstaan in de loop van het betrokken begrotingsjaar;
- 4° de ontvangsten in verband met haar werkzaamheid in het kader van eventuele dienstovereenkomsten;
- 5° de middelen die ter beschikking worden gesteld in het kader van overeenkomsten gesloten met andere overheidsbesturen;
- 6° de schenkingen en legaten die voor haar worden gemaakt.

**Art. 3.** De bepalingen betreffende de Rijkscomptabiliteit zijn van toepassing op de School tenzij dit anderszins bepaalt.

**Art. 4.** De uitgaven in verband met de personeelsleden, de werking en het patrimonium van de School zijn ten laste van de begroting van die.

#### HOOFDSTUK II. — *Begroting*

**Art. 5.** De School maakt een jaarbegroting op houdende alle uitgaven en alle ontvangsten overeenkomstig de onderrichtingen gegeven aan de Minister van Ambtenarenzaken.

Het begrotingsjaar begint op 1 januari en eindigt op 31 december.

**Art. 6.** De uitgaven hebben betrekking op de inkomsten bedoeld in artikel 2 van dit besluit.

**Art. 7.** Het ontwerp van begroting van de School wordt elk jaar door de Minister van Ambtenarenzaken aan de Minister van Begroting voor 1 juni voorafgaand aan het begrotingsjaar toegestuurd en wordt gevoegd bij de algemene uitgavenbegroting.

De begroting van de School wordt goedgekeurd door de afkondiging van het decreet houdende de algemene uitgavenbegroting.

#### HOOFDSTUK II. — *Comptabiliteit en aflegging van de rekeningen*

**Art. 8.** Een ontvangstenstaat en een uitgavenstaat worden opgemaakt op het einde van elk semester of, te allen tijde, op aanvraag van de Minister van Ambtenarenzaken.

Die staten worden door de Minister van Ambtenarenzaken aan de Minister van Begroting voorgelegd en aan het Rekenhof doorgestuurd.

De verantwoordingsstukken worden bewaard bij de administratieve zetel van de School.

**Art. 9.** Op het einde van elk begrotingsjaar worden een beheersrekening, alsook een rekening van uitvoering van de begroting en een activa- en passivastaat opgemaakt. Uiterlijk op 31 maart van het jaar waarop die rekeningen betrekking hebben, worden die door de Minister van Ambtenarenzaken overgezonden aan de Minister van Begroting, die deze aan het Rekenhof vóór 30 april van hetzelfde jaar zal voorleggen.

**Art. 10.** Bij zijn ambtsneerlegging maakt de rekenplichtige een eindebeheersrekening op.

#### HOOFDSTUK IV. — *Financieel beheer*

**Art. 11.** De leidende ambtenaar van de School is de afgevaardigde ordonnateur. Hij kan een onderafgevaardigde ordonnateur aanwijzen. Bij de uitoefening van hun ambt moeten ze de regels in verband met de vastlegging van de uitgaven van de algemene diensten van de Staat naleven, en voeren te dien einde een comptabiliteit van de vastgelegde uitgaven.

**Art. 12.** De middelen van het vorige jaar die nog beschikbaar zijn, kunnen bij het begin van het nieuwe begrotingsjaar worden aangewend.

**Art. 13.** De aan de rechtsmacht van het Rekenhof onderworpen rekenplichtige wordt ermee belast :

1. de vastgestelde rechten in te vorderen;
2. de betalingen uit te voeren;
3. de gelden en de waarden te beheren en te bewaren;
4. de documenten bedoeld in de artikelen 8 en 9 op te stellen en te bewaren;
5. de comptabiliteit van het patrimonium te voeren;
6. een periodieke inventaris van het patrimonium op te maken;
7. de ontwerpen op te stellen van de beheersrekening, van de rekening van uitvoering van de begroting, van de rekening van de wijzigingen van het patrimonium, van de resultatenrekening en van de activa- en passivastaat.

De rekenplichtige wordt door de Minister van Ambtenarenzaken benoemd.

#### HOOFDSTUK V. — *Controle*

**Art. 14.** De School wordt aan de controlebevoegdheid van de Minister van Ambtenarenzaken onderworpen voor de boekhoudingsverrichtingen en de vastlegging van de uitgaven.

**Art. 15.** Het Rekenhof kan de comptabiliteit ter plaatse controleren en kan zich, te allen tijde, alle verantwoordingsstukken, staten, inlichtingen of uitleg doen overleggen betreffende de ontvangsten en uitgaven, alsook betreffende de activa en passiva.

**Art. 16.** De uitgaven worden vereffend en uitbetaald zonder toedoen van het Rekenhof.



HOOFDSTUK VI. — *Administratieve organisatie*

**Art. 17.** De School staat onder leiding van een leidende ambtenaar, die door de Regering, na overleg met de Waalse Regering, wordt benoemd.

Om tot leidende ambtenaar te worden benoemd, moet de kandidaat een vastbenoemd Franstalig personeelslid zijn binnen een administratie die ressorteert onder de federale overheid, de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest of het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

De kandidaat moet een beroepservaring van ten minste 15 jaar genieten en houder zijn van een diploma dat toegang verleent tot een betrekking van niveau 1 binnen de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap.

**Art. 18.** De organieke personeelsformatie van de School wordt binnen de Algemene Directie Personeel en Ambtenarenzaken van het Ministerie van de Franse Gemeenschap vastgesteld als volgt :

	Categorie	Kwalificatiegroep	Aantal
Adjunct-directeur-generaal	Ambtenaar-generaal	1	1
Directeur	Administratief	1	1
Attaché of eerstaanwend attaché	Administratief	1	5
Gegradueerde of eerstaanwend gegradueerde	Administratief	2	1
Gegradueerde of eerstaanwend gegradueerde	Administratief	1	3
Assistent of eerstaanwend assistent	Administratief	1	3
Adjunct of eerstaanwend adjunct	Administratief	1	2

**Art. 19.** De gegradueerde of eerstaanwend gegradueerde van de kwalificatiegroep 2 bedoeld in artikel 18 bekleedt het ambt van rekenplichtige van de School in de zin van artikel 13 van dit besluit.

HOOFDSTUK VII. — *Vormingsraad*

**Art. 20.** Binnen de School wordt een Vormingsraad opgericht, hierna « Raad » genoemd, waarvan de samenstelling wordt vastgesteld als volgt :

1. de leidende ambtenaar van de School;
2. de ambtenaar van rang 12 van de School;
3. de secretaris-generaal van het Ministerie, alsook elk van zijn administrateurs-generaal en iedere leidende ambtenaar van de instellingen van openbaar nut die onder het Comité van Sector XVII ressorteert;
4. twee leden die worden aangewezen door elk van de representatieve vakorganisaties bij het Comité van Sector XVII, onder de personeelsleden van het Ministerie van de Franse Gemeenschap of van de Instellingen van openbaar nut die onder het Comité van Sector XVII ressorteren;
5. vijf deskundigen die gespecialiseerd zijn inzake personeelsvorming, aangesteld door de Regering op voordracht van de Minister van Ambtenarenzaken.

Onder deskundige gespecialiseerd inzake personeelsvorming, dient te worden verstaan iedere persoon die, op grond van zijn bekwaamheidsbewijzen of van zijn ervaring, gezag heeft ofwel op het gebied van de personeelsvorming, ofwel op het gebied van het universitair onderwijs of van het hoger onderwijs van het lange type of van het korte type in één van de volgende aangelegenheden : administratieve wetenschappen, recht, menswetenschappen, management, beheer van de human resources.

Een voorzitter, een ondervoorzitter en een secretaris worden uit en door de Raad benoemd.

**Art. 21.** De Raad vergadert ten minste één keer per jaar. Hij wordt bijeengeroepen door de voorzitter, die er de agenda van vaststelt.

De raad brengt zijn advies uit over de tweejaarlijkse vormingsplannen en de activiteitenverslagen van de School die respectief in de artikelen 22 en 24 bedoeld zijn.

Op aanvraag van de Regering, van een lid van de Raad, van de secretaris-generaal van het Ministerie van de Franse Gemeenschap of van de leidende ambtenaar van een instelling van openbaar nut die onder het Comité van Sector XVII ressorteert, brengt hij een advies uit over elke vraag betreffende de vorming zoals die bij dit besluit bepaald is.

HOOFDSTUK VIII. — *Organisatie van de vorming*

**Art. 22. § 1.** De School wordt belast met het opmaken van een tweejaarlijks vormingsplan. Dat plan moet, enerzijds, ingeschreven zijn in de begrotingsmiddelen van de School, zoals bedoeld in artikel 2 van dit besluit en, anderzijds, rekening houden met de uitgedrukte of voorspelbare behoeften, inzonderheid, voor deze laatste, door een deel van de geldmiddelen in reserve te brengen om te beantwoorden aan de aanvragen om specifieke vorming die gedurende de uitvoering van het plan kunnen rijzen.

Het plan moet, voor elke voorgestelde vorming, een beschrijving van de nagestreefde doelstellingen omvatten.

Uiterlijk voor 1 december van het jaar dat voorafgaat aan de inwerkingtreding van het plan, wordt het ontwerp van plan, na advies van de Raad bedoeld in artikel 20 van dit besluit, ter goedkeuring voorgelegd aan de Regering, die de School kan vragen, het te amenderen.

§ 2. De School zorgt voor de publiciteit van het plan binnen elke administratieve eenheid.

**Art. 23.** Om de personeelsleden inlichtingen te verschaffen over de door de School georganiseerde vormen en te bantwoorden aan de behoeften van de personeelsleden inzake vorming, wijzen iedere administrateur-generaal van het Ministerie, alsook zijn secretaris-generaal en iedere leidende ambtenaar van de instellingen van openbaar nut die ressorteren onder het comité van Sector XVII een vertegenwoordiger aan uit de ambtenaren van niveau 1 van de administratieve eenheid waarvan zij de leiding hebben.

**Art. 24. § 1.** Elk jaar, op 1 december, wordt aan de Minister van Ambtenarenzaken, samen met het advies van de Raad, een verslag voorgelegd over de activiteiten van de School gedurende het afgelopen jaar. Dat verslag wordt door de Minister van Ambtenarenzaken aan de Regering overgezonden.

Als het een jaar betreft waarin het plan bedoeld in artikel 22 van dit besluit wordt opgesteld, moet de indiening van het verslag tegelijk met de voorstelling van het ontwerp van plan geschieden.

§ 2. Het verslag moet een gedetailleerde opgave omvatten van de cijfergegevens betreffende het volgen van de verschillende vormen, alsook de inventaris van de bepalingen die moeten worden genomen met het oog op de verbetering van de vorming die door de School wordt verstrekt.

**Art. 25.** De Minister van Ambtenarenzaken kan, eventueel als gevolg van het verslag bedoeld in artikel 24 van dit besluit, de School vragen haar vormingsplan één jaar na het begin van de toepassing ervan te wijzigen.

**Art. 26.** Elke administratieve eenheid brengt de School op de hoogte van haar behoeften inzake specifieke vormen, bedoeld in artikel 2, lid 1, 3, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 25 oktober 2002 tot oprichting van een « Ecole d'Administration publique » (School voor overheidsbestuur) in de Franse Gemeenschap.

Het programma en de organisatie van de specifieke vormen worden door de School vastgesteld in samenwerking met de in lid 1 bedoelde eenheden.

**Art. 27.** De Regering bepaalt de pedagogische inhoud van de vorming met het oog op het behalen van het managementsbrevet bepaald in artikel 2, lid 1, 5, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap 2002 tot oprichting van een « Ecole d'Administration publique » (School voor overheidsbestuur) in de Franse Gemeenschap.

Om die vorming te organiseren, legt de School de Regering een voorstel ter goedkeuring voor betreffende het opnemen in een netwerk van de vormen georganiseerd binnen de universiteit en hogescholen van de Franse Gemeenschap. Dat voorstel omvat een ramingsbegroting en geeft aan in welke mate, rekening houdend met het lopende twejaarlijks vormingsplan, die last kan worden ingeschreven in de begrotingsmiddelen van de School bepaald in artikel 2 van dit besluit.

**Art. 28.** De leidende ambtenaar van de school zorgt voor de coördinatie tussen de verschillende vormingsmodules voorgesteld door de instellingen bedoeld in artikel 27, lid 2, van dit besluit.

#### HOOFDSTUK IX. — *Opheffings- en slotbepalingen*

**Art. 29.** Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 21 juni 1999 betreffende het onthaal en de vorming op het Ministerie van de Franse Gemeenschap wordt opgeheven.

**Art. 30.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

**Art. 31.** De Minister van Ambtenarenzaken wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 17 juli 2003.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap,

De Minister van Cultuur, Ambtenarenzaken, Jeugd en Sport,  
C. DUPONT

## REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

### MINISTERE

#### DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2003 — 3501

[S - C - 2003/31392]

17 JUILLET 2003

#### Ordonnance portant le Code bruxellois du Logement (1)

Le Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

#### TITRE I<sup>er</sup>. — DISPOSITIONS GENERALES

##### Article 1<sup>er</sup>

La présente ordonnance, dénommée ci-après « Code bruxellois du logement », règle une matière visée à l'article 39 de la Constitution.

##### Article 2

Pour l'application de la présente ordonnance, l'on entend par :

- 1° Code : le Code bruxellois du logement;
- 2° le Gouvernement : le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale;
- 3° le Ministre : le Ministre ou le Secrétaire d'Etat de la Région de Bruxelles-Capitale ayant le Logement dans ses compétences;
- 4° opérateur immobilier public : une commune, un CPAS, une régie communale autonome, la Régie foncière de la Région de Bruxelles-Capitale, la Société du Logement de la Région bruxelloise (SLRB), une Société immobilière de Service public (SISP), le Fonds du Logement des Familles de la Région de Bruxelles-Capitale;
- 5° bailleur : le propriétaire, copropriétaire, l'usufruitier, le titulaire d'un droit réel ou le locataire qui sous-loue le logement;
- 6° ménage : la personne seule ou l'ensemble des personnes, unies ou non par des liens familiaux, qui vivent habituellement ensemble dans le même logement;
- 7° certificat de conformité : le certificat, délivré au bailleur qui en a fait la demande, certifiant que le logement concerné mis en location répond aux obligations de sécurité, de salubrité et d'équipement;

### MINISTERIE

#### VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2003 — 3501

[S - C - 2003/31392]

17 JULI 2003

#### Ordonnantie houdende de Brusselse Huisvestingscode (1)

De Brusselse Hoofdstedelijke Raad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

#### TITEL I. — ALGEMENE BEPALINGEN

##### Artikel 1

Deze ordonnantie, hierna « Brusselse Huisvestingscode » genoemd, regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 39 van de Grondwet.

##### Artikel 2

Voor de toepassing van deze ordonnantie wordt verstaan onder :

- 1° Code : de Brusselse Huisvestingscode;
- 2° de Regering : de Brusselse Hoofdstedelijke Regering;
- 3° de Minister : de Minister of Staatssecretaris van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest bevoegd voor Huisvesting;
- 4° openbaar vastgoedbeheerder : een gemeente, een O.C.M.W., een autonome gemeentelijke regie, de Grondregie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij (BGHM), een Openbare Vastgoedmaatschappij (OVM), het Woningfonds van de Gezinnen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;
- 5° verhuurder : de eigenaar, de mede-eigenaar, de vruchtgebruiker, de houder van een zakelijk recht of de huurder die de woning onderverhuurt;
- 6° gezin : de persoon of het geheel van al dan niet verwante personen die in dezelfde woning plegen samen te wonen;
- 7° conformiteitsbewijs : bewijs dat aan de verhuurder op diens verzoek wordt uitgereikt om vast te stellen dat de desbetreffende te huur gestelde woning beantwoordt aan de eisen inzake veiligheid, gezondheid en uitrusting;